



DEBATS DU BOSPHORE

AVENIR DE L'EUROPE - V

SEPTEMBRE 2013



Institut  
du Bosphore



redefining / standards

MECENE PRINCIPAL DE L'INSTITUT DU BOSPHORE

33 rue Galilée 75116 Paris T +33 1 44 43 52 54 F +33 1 47 23 68 14

info@institut-bosphore.org • www.institut-bosphore.org

## L'AVENIR DE L'EUROPE SE JOUE AVEC LA TURQUIE

**Claude Fischer**

Présidente de Confrontations Europe

cfischer@confrontations.org



La Turquie est dynamique, ambitieuse, volontaire : elle a inscrit son développement dans l'objectif de devenir la 10<sup>ème</sup> puissance mondiale en 2023, année du centième anniversaire de la République turque (elle est 18<sup>ème</sup> aujourd'hui). Elle est jeune, connaît un taux de croissance élevé de sa population et de son économie. Elle s'ouvre au monde avec deux projets grandioses : le canal Istanbul « qui éclipserait Suez et Panama », et le plus grand aéroport de la planète à Istanbul...

Confrontée à son développement, la Turquie vient de vivre de grandes manifestations dans lesquelles une partie du peuple a exprimé son mécontentement à l'égard de l'action du gouvernement. Au cœur du mouvement, la montée en puissance d'une nouvelle classe moyenne et sa critique à l'égard de l'urbanisation à marche forcée, des projets qu'elle considère « pharaoniques », des méthodes autoritaires... Fort de son soutien populaire, Erdogan a pu riposter violemment, prouvant que la démocratie en Turquie -qu'il ne faut pas confondre avec la laïcité- reste à construire réellement et durablement...

La Turquie est devenue une grande puissance au Moyen Orient et en Asie centrale. Beaucoup ici craignent qu'elle ne tire l'Europe vers cette zone de conflits très dangereuse où trop de pays sombrent dans le chaos, alors que l'Occident est en défaut, et la radicalité islamiste étouffe les printemps arabes et se nourrit des violences entre Etats et des forces religieuses : après la guerre en Irak, celle qui se développe honteusement en Syrie se rajoute au conflit Israël/Palestine et à la menace iranienne.... Intervenir pour stopper l'horreur et défendre la population est nécessaire, et les positions de François Hollande et de Recep Tayyip Erdogan sont courageuses et responsables. Mais comment dépasser ces conflits sans un dialogue culturel de grande ampleur avec les forces démocratiques et laïques du monde musulman?

La Turquie peut jouer un rôle central dans ce dialogue : le souhaite-t-elle? Et l'Europe est-elle prête à y contribuer? Proche de nos frontières, elle est encore loin de nous. Et je regrette la négligence française et européenne à développer les liens avec ce grand pays qui émerge comme un pont entre l'Occident et l'Orient, entre le Nord et le Sud, et qui reste une référence pour les pays du Sud à la recherche de leur modèle social et démocratique..

Elle s'est tournée vers l'Europe dès les années 60 avec le projet et l'espoir d'une adhésion à l'Union européenne... qui s'était engagée<sup>1</sup>. Mais les 50 ans de négociations ont lassé les Turcs qui s'interrogent sur leur avenir européen et regardent ailleurs. La Turquie se tourne à l'est et au sud, développe ses échanges et noue des contrats avec tous les pays du monde : au Proche Orient (28% de ses exportations en 2012), dans les pays du Caucase (elle vient de nouer un contrat avec le Kurdistan dans l'énergie qui la réconcilie avec le peuple kurde et dégonfle les tensions chez elle); mais aussi avec l'Asie, et l'Afrique où elle

<sup>1</sup> Voir l'article « Turquie et le rêve européen » dans *Confrontations Europe, La Revue*, janvier-mars 2010

commence à investir massivement. Certes l'Union européenne est toujours le partenaire privilégié (39% de ses exportations en 2012), mais le premier ministre Erdogan ne refuserait pas de devenir membre du groupe des 6 de l'OSC (l'organisation de coopération de Shanghai), qui favorise la coopération entre la Russie, la Chine, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, le Kirghizistan et le Tadjikistan, dans les domaines de la sécurité, de l'énergie, du commerce et de la politique... C'est ce changement de cap qui devrait interroger l'Europe et les Européens, et les inquiéter, et non pas la Turquie et son adhésion!

### Construire une solidarité qui brise les frontières

L'Europe est dans une mauvaise passe... Elle doit retrouver son unité et une nouvelle identité. Et comme a pu le dire Kemal Dervis « l'UE doit, de façon substantielle, se redéfinir et se réinventer »<sup>2</sup>... et se reconstruire, ajoutons-nous. Elle a besoin de nouveaux engagements. La Communauté européenne a été une œuvre extraordinaire, porteuse de paix et de prospérité, un modèle dans le monde : nous avons su exercer notre liberté pour construire des solidarités entre nous. Pour les peuples victimes de régimes totalitaires et dictatoriaux, l'entrée dans l'Union a été synonyme de renaissance, d'accès à la démocratie, et à la prospérité. Confrontations Europe s'est d'ailleurs mobilisée pour *former société en Europe*, et prolonge son combat pour accueillir tous les peuples en quête de retrouvailles et de réconciliation : la Croatie est entrée en juillet, mais encore trop de peuples des Balkans occidentaux restent à la porte, sceptiques sur leur devenir européen.

L'Europe traverse une crise profonde et durable qui la fragilise. Cette crise n'est pas seulement due à la finance : l'Europe a vécu au dessus de ses moyens, elle s'est surendettée et nous sommes coresponsables. Alors qu'ils ont besoin de réformes et de solidarités, les Etats jouent chacun pour soi, défendent leurs modèles nationaux. Mais nos divergences de compétitivité intracommunautaires menacent l'Union européenne de désintégration. Dans ce contexte, les sociétés en appellent à la protection de leurs Etats, dont certains sont tentés de quitter le navire; les forces du repli s'activent.

Pour nous, Européens convaincus, elle reste le sens de notre engagement car si la tâche est inachevée – « infinie » nous disait Karl Jaspers dès 1946, lors d'une conférence à Karlsruhe<sup>3</sup> – elle nous transcende : après la réconciliation de nos peuples rivaux, abimés par les guerres, il s'agit aujourd'hui de construire une solidarité qui brise les frontières et de partager un nouveau type de développement à l'échelle planétaire. Quand la Turquie, et plus loin de nous, la Chine, l'Inde ou le Brésil entrent dans la modernité et le développement, quand l'Afrique s'éveille, l'Europe ne doit pas s'en protéger et fabriquer de nouvelles fractures, mais s'ouvrir, comprendre et se rapprocher. Le marché mondial a créé des relations d'échanges et de coopérations qui doivent se développer. Mais, comme l'a confirmé un sondage réalisé en 2010, les Européens, et notamment au Royaume-Uni, en Allemagne, en France ou en Pologne, refusent majoritairement ces coopérations, contrairement à la Turquie qui est la plus positive (81% pour !). Même les Américains sont plus ouverts que nous Européens, crispés sur la protection de nos souverainetés et de nos droits...

Il y a des différences d'identité, qu'il ne faut pas nier et dont il ne faut pas avoir peur... Au contraire, la compréhension mutuelle des liens et des influences avec nous est précieuse. Et concernant la Turquie,

<sup>2</sup> Cf. son intervention « L'Europe et la Turquie, perspectives d'avenir » Paris, Maison de l'Europe, 21 février 2013

<sup>3</sup> Philippe Herzog lui a emprunté ce titre en 2010 pour son ouvrage « Une tâche infinie. Fragments d'un projet politique européen ». aux éditions du Rocher

avec Constantinople, n'oublions jamais qu'elle était dans l'Empire romain d'où a surgi l'Europe occidentale (fractionnée en Etats, avec l'Empire austro hongrois), puis, sur ses marges, l'Empire ottoman et l'empire russe. Notre histoire commune remonte à loin : elle a été faite d'échanges constants et de conflits, et au lieu d'entretenir les frontières, notre futur dans le monde est d'inventer de nouveaux liens et de nous unir.

Je ne reviendrai pas sur notre histoire, ni sur celle, plus récente de nos relations depuis l'ouverture des négociations et sur les efforts de la Turquie dans sa marche vers l'adhésion<sup>4</sup>. Là n'est pas mon propos, ni même la commande de l'Institut du Bosphore qui souhaitait une analyse plus axée sur l'avenir de l'Europe. D'autant plus que les Turcs ne savent plus très bien à quel saint européen se vouer! « Quand on parle des relations entre l'UE et la Turquie, il faut d'abord expliquer à quelle Europe on pense » s'interroge Kemal Dervis<sup>5</sup>.

### **Bâtir une démocratie plurinationale, et renouveler le contrat qui nous lie**

Si nous voulons garder l'Europe comme horizon, alors il faut travailler à rapprocher les nations et consolider notre Union... Confrontations Europe fait le choix du renouvellement du projet : avec ses partenaires, y compris turcs<sup>6</sup>, l'association travaille à l'élaboration d'un contrat de reconstruction pour bâtir une démocratie plurinationale et former une société plus fraternelle, ouverte, capable de refonder son modèle économique et social pour la croissance et l'emploi.

La sortie de crise appelle une vision et des choix audacieux, une participation de tous aux choix collectifs. Dans le contexte de crise profonde de la démocratie représentative nationale, beaucoup accusent le système politique mais les citoyens lui ont délégué leurs pouvoirs et font preuve d'irresponsabilité. Plus inquiétant encore, c'est la stigmatisation de nos voisins, avec des relents xénophobes indignes dans une partie croissante de la population, en France ou en Italie... La France et les Français doivent accepter l'épreuve de l'altérité et du partage. On ne naît pas Européen, on le devient par l'éducation, la rencontre et la mobilité, dans les échanges scolaires, professionnels et culturels.

Nous sommes à la veille d'élections européennes qui doivent déboucher sur un nouveau Parlement européen et une nouvelle Commission européenne, avec un président élu. Elles peuvent constituer une avancée démocratique mais attention aux illusions ! Il ne s'agit pas de déléguer à des institutions – fussent-elles vertueuses – nos responsabilités pour réussir, car ce qui manque à l'Europe pour construire son union politique, c'est une société civile européenne capable de fédérer ses efforts et des projets communs.

Les cultures nationales de l'action et la diversité de modèles sociaux nationaux ne sont pas favorables à la formation d'une société civile européenne et encore moins à la formation d'une Union politique. Les cultures de gestion et de dialogue social, les rapports à l'Etat sont très différents, ils expliquent la très grande difficulté – mais aussi l'originalité – de notre ambition. Par ailleurs, le choix de l'Europe n'a pas été

<sup>4</sup> Je renvoie à l'article de Joachim Bitterlich « La Turquie et l'UE -une histoire sans fin? » dans les *Débats du Bosphore*, juillet 2013 publié par l'Institut du Bosphore.

<sup>5</sup> « Dans « L'Europe et la Turquie. Perspectives d'avenir ». Précité.

<sup>6</sup> Tusiad participe à nos travaux et activités, Bahadır Kaleagasi est membre du comité de parrainage de Confrontations Europe et l'association est représentée par sa présidente à l'Institut du Bosphore.

le même selon les nations : entre le choix stratégique de l'Allemagne, renonçant à une politique de puissance hégémonique, le choix de la France, fait plus par consentement et lucidité que par engagement, ou celui des Anglais qui ont fait le choix du grand marché, notre modèle communautaire repose encore sur des compromis qui aujourd'hui minent notre unité. Notre diversité sera notre richesse si nous savons coopérer, c'est une menace si nous n'y parvenons pas.

### **Vers une Europe plus fédérale**

La démocratie européenne ne sera pas une combinaison d'Etats-nations ni un système supranational. L'Union ne s'est pas bâtie sur un modèle fédéral et le rêve de certains de créer les Etats-Unis d'Europe se heurte à la réalité. L'Europe s'est bâtie sur un contrat évolutif avec un engagement des Etats-membres et des institutions communes. Le Conseil, la Commission européenne et le Parlement européen ont exercé leurs responsabilités en tension, mais aujourd'hui, chacun dispute son pouvoir et ses prérogatives à l'autre. Les politiques de concurrence et commerciales sont exclusives pour l'Union européenne, mais les politiques économiques sont restées nationales, encadrées par des disciplines budgétaires et monétaires que les Etats n'ont pas respectées. Les politiques sociales, quant à elles, sont réservées aux Etats nationaux : aujourd'hui elles sont en concurrence violente sur le marché... Ce compromis historique a atteint ses limites : renouveler, reconstruire le contrat est un enjeu démocratique et le salut pour une Europe tiraillée entre les tentations nationalistes et la peur d'une rupture de l'Union économique et monétaire et de l'Union elle-même. Les traités de Rome et de Maastricht sont trop étroits : on partage un marché, mais pas de biens publics. On partage une monnaie mais pas d'union budgétaire, bancaire ou économique. Le contrat qui nous lie est trop faible face aux mutations du monde et à la crise.

L'Union économique et monétaire n'a pas entraîné, contrairement à ce qu'on a pu croire, l'union politique, et la Commission n'a pas su coordonner les politiques nationales. Pire, l'action de l'Union européenne, marquée par les dogmes de la concurrence et des marchés financiers, a aggravé les divergences de compétitivité intracommunautaires et l'euro a masqué les problèmes. L'Union économique et monétaire est devenue l'épicentre de la crise globale : le Conseil et la Commission ont engagé un processus vers des solutions plus fédérales, avec la décision d'aller vers une union bancaire. Mais il va falloir beaucoup plus.

Certains proposent une nouvelle convention pour une constitution... Mais il faut tirer les leçons du référendum de 2005 : le grand bond en avant qu'il promettait a tourné court car les Etats-membres et les nations n'étaient pas mûres.

Le sont-ils davantage aujourd'hui ? Les cultures nationales de souveraineté sont plus vivaces que jamais, les divisions se durcissent et les eurosceptiques s'organisent partout. Du bouc-émissaire européen, on passe à celui des pays eux-mêmes. L'Allemagne, comme le Royaume-Uni, sont montrés du doigt alors que la Hongrie est fustigée... Les visions simplistes et les clichés et stéréotypes font flores... Ils sont dangereux alors que les forces positives ne sont pas assez à l'offensive !

Quand nous vivons dans une ère nouvelle de l'internationalisation de la production et des échanges, que nous sommes devenus interdépendants, l'Europe et le monde ne sont-ils pas nos chances d'avenir? Nos destins sont liés et le contrat entre nous doit être renouvelé. Entreprendre une reconstruction du projet et de notre espace, et remobiliser des sociétés en perte de sens et en quête d'espoir, voilà la tâche.

### Trois cercles pour une Europe

Dans l'Union européenne à 27, nous partageons le même marché et le même budget mais nous ne partageons pas tous l'euro. Le manque de solidarité est flagrant. Les Etats membres ont signé un traité de stabilité budgétaire pour consolider l'Union économique et monétaire (UEM) et la Commission européenne cherche à rénover le marché intérieur. Mais le débat austérité versus croissance désigne fort mal les décisions à prendre qui doivent porter sur la construction d'un nouveau type de croissance, axé sur l'investissement de long terme et la consolidation du socle macro et de marché. Ce débat est biaisé par le refus de partager sa souveraineté, de « payer » pour les autres, et pour certains, d'engager des réformes chez eux, les empêchant d'avancer plus vers une Union politique et encore moins vers une fédération... Le Royaume-Uni veut s'affranchir de certaines régulations du grand marché et redoute une union politique d'intégration, capable de politiques communes. L'Allemagne demande aux Etats-membres de conforter leurs disciplines nationales avant toute solidarité, la France n'a pas de projet et craint pour sa souveraineté...

Dans ces conditions, l'Europe devra travailler dans trois cercles car il est difficile d'imaginer des institutions fédérales capables de politiques budgétaires, monétaires, fiscales, économiques et sociales pour les 28 et demain les 30 ou 35 pays. Les Etats-membres de la zone euro – et ceux qui veulent y entrer – doivent inventer une Union politique avec un gouvernement économique et un budget, sinon l'euro explosera et ce sera la dépression. Ce premier cercle à 17 devra travailler à l'intégration financière, économique et sociale de la zone euro, avec un ministre de l'économie et des finances, un Trésor et un budget. Un deuxième cercle à 28 cherchera à consolider le grand marché, et cherchera un nouveau compromis entre les adeptes de la libéralisation et ceux qui veulent des politiques communes. Un troisième cercle dissipant les frontières, se développera par des coopérations renforcées entre tous les Etats-membres, ceux de la zone Euro, ceux de l'UE et avec les pays candidats comme les pays des Balkans et la Turquie, mais aussi avec les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée.

### Consolider le grand Marché et construire des coopérations renforcées avec la Turquie

Nous partageons avec la Turquie un espace de marché : le consolider nous donnerait beaucoup de forces dans la mondialisation, et favoriserait la démocratisation de la Turquie et un rôle politique positif dans la région.

Des projets commerciaux ou de coopérations sont en cours. Dans le gaz, avec South Stream, les Turcs participent aux côtés des Allemands (RWE) et des Français (GDFSUEZ) à l'interconnexion de nos régions ; et des accords dans le solaire ou le nucléaire<sup>7</sup> se créent pour la diversification du mix énergétique et la croissance des capacités de production. Dans le secteur des transports, Renault va produire la Clio IV, et Fiat s'allier à KOC pour créer le groupe TOFAS ; dans la pharmacie, le géant anglais installe son siège à Istanbul pour mieux jouer au Moyen Orient... Mais tout ceci est beaucoup trop faible, alors qu'il faut créer des coopérations renforcées permettant à la Turquie de jouer son rôle de pont entre l'Europe, la Russie, le Moyen Orient et l'Asie centrale, un pont économique et diplomatique que l'Union européenne a tout intérêt à promouvoir...

<sup>7</sup> Cf. le projet de 4 réacteurs Atmea1 développés par Areva et Mitsubishi, auquel participerait GDFSUEZ avec MHI et Itochu.

La Turquie prépare ses élections et dans ce cadre, Erdogan -qui rêve de devenir président- a proposé une feuille de route politique et économique – intitulée « Vision 2023 »- extrêmement ambitieuse, espérant ainsi consolider le soutien du peuple et d'une classe moyenne traversée par des clivages internes<sup>8</sup>. Une partie soutient le gouvernement et son premier ministre qui reste très populaire en dehors des centres urbains. Nationaliste, la Turquie a du mal à entrer dans la démocratie et Erdogan n'hésite pas à instrumentaliser les questions religieuses pour asseoir son autorité, détourner le peuple de l'Europe<sup>9</sup> et se tourner vers la Russie et la Chine. Ses résultats après 10 ans au gouvernement le créditent de pouvoir - malgré une conjoncture difficile- réussir à conduire la Turquie dans la prospérité. Sa feuille de route pourrait se traduire par une demande explosive d'énergie avec une croissance annuelle de 6 à 9%. Pivot entre les pays producteurs et les pays consommateurs, la Turquie doit pouvoir devenir un « hub » énergétique et diplomatique<sup>10</sup>, ce qui lui permettrait non seulement de consolider ses activités de transit dans l'intérêt mutuel avec la Russie et l'Europe, et de développer ses propres capacités de production, mais aussi d'apaiser les tensions dans la zone... Quelles seraient les conditions pour une telle ambition ? Une coopération renforcée entre la Russie, l'UE et la Turquie pourrait associer les pays intéressés par cette perspective.

Au-delà, l'Europe aurait tout intérêt à associer la Turquie à la définition même de ses politiques communes où nous avons des intérêts mutuels : énergie, agriculture, commerce, et relations extérieures.

### **Un impératif d'intégration et de solidarité industrielle**

Ce projet d'une nouvelle architecture de notre Union en 3 cercles doit répondre au défi majeur de la crise : inverser le processus de polarisation-désindustrialisation qui s'accroît entre les pays... C'est dans l'industrie que les rivalités, les divisions et les dissymétries sont les plus fortes. Sans coopération, les risques de désintégration redoubleront. Avec Philippe Herzog, conseiller auprès de Michel Barnier, commissaire au Marché intérieur, *Confrontations Europe* a avancé deux propositions politiques : une stratégie européenne de compétitivité industrielle fondée sur la coopération, et un pacte de solidarité énergétique européen<sup>11</sup>. Retrouver l'esprit de la CECA pour relancer l'intégration industrielle en créant des solidarités est un impératif.

Beaucoup de pays comme la France sont victimes de désindustrialisation, alors que d'autres polarisent les activités comme l'Allemagne. Celle-ci a su préserver sa base industrielle tandis qu'en France, nous pensions que notre avenir était dans les services. Aujourd'hui l'industrie allemande a un poids double par rapport à celle de la France, et l'Allemagne est devenue une grande puissance mondiale. En 2010, son excédent commercial était de 143 milliards sur les 174 de toute l'Europe. C'est elle qui tire notre compétitivité globale; mais quand les autres Etats-membres perdent en compétitivité, cela a des conséquences négatives elle aussi. L'interdépendance menace absolument tout le monde et chacun fait ce qu'il peut pour sauver son économie.

<sup>8</sup> cf. Francis Fukuyama « La révolution des classes moyennes » dans *Courrier international*

<sup>9</sup> cf. Ahmet Altan, cité par Guillaume Perrier dans un article du *Monde* « Recep Tayyip Erdogan dans les pas de Kemal Atatürk » 16 juillet 2013

<sup>10</sup> Voir l'article d'Elvan Arik « Tour d'horizon de l'actualité énergétique de la Turquie 2012-2013 »

<sup>11</sup> Cf. Le hors série, *Confrontations Europe, La Revue*, N° 98 ; et le cahier spécial « L'énergie, hier pionnière de la construction européenne, aujourd'hui, moteur de sa reconstruction »

Nos taux de croissance divergent qu'on soit en récession comme en Grèce, en reprise faible comme au Royaume-Uni ou en France, ou plus forte comme en Allemagne... L'euro a pu masquer en partie la faiblesse de compétitivité des pays les plus en difficulté. Elle leur a permis de financer leurs dettes à bas coût mais aujourd'hui la monnaie ne peut plus protéger des conséquences de la désindustrialisation. Soit on crée une solidarité, qui sera au cœur d'un nouveau pacte social, et on gère en commun notre hétérogénéité dans l'espace, on aide les plus faibles à trouver une place avec leur spécialisation dans des nouvelles filières européennes intégrées. Soit l'Europe peut se désintégrer : le déclin social qui frappe déjà plusieurs pays sera beaucoup plus fort et touchera tous les pays.

La reprise amorcée dans la zone euro sera faible et non durable si elle ne repose que sur la consommation et si on ne crée pas une union bancaire et budgétaire. Nous sommes convaincus à Confrontations Europe que l'investissement dans l'industrie, dans les services et dans les hommes est une question clé. En effet, face aux restructurations, il va falloir mobiliser le capital humain, former, donner de nouvelles compétences pour saisir les opportunités qui s'ouvrent de créer de nouvelles activités, de nouveaux métiers dans un monde ouvert.

Nous avançons quatre objectifs : recréer des relations socio-industrielles pour anticiper et réussir les mutations industrielles, former massivement et développer les compétences, réformer nos marchés du travail pour faciliter la mobilité et les transitions professionnelles; bâtir l'union de l'innovation et de nouvelles filières industrielles, et un mix énergétique diversifié, compétitif; réformer le système financier pour financer l'investissement à long terme<sup>12</sup>; et agir unis dans la compétition mondiale. L'Europe doit accompagner ses entreprises sur le marché mondial, et non se replier derrière des protections. Pour ce faire, la politique commerciale doit affirmer un principe de réciprocité, mais surtout l'Europe doit créer une véritable capacité de politique extérieure, ce qu'elle n'a pas<sup>13</sup>.

### **Clarifier la responsabilité des institutions communautaires et créer les conditions d'une participation démocratique**

Les dysfonctionnements des institutions et leur éloignement des citoyens sont indéniables. Le Conseil est un lieu de tractations intergouvernementales et où l'Allemagne, la France et le Royaume Uni s'affrontent en fonction de leurs intérêts, peu soucieux de l'intérêt général européen (ils ont refusé un véritable budget européen), tandis que la transposition des actes communautaires dans l'espace national se heurte à de multiples freins.

La Commission n'a ni mandat ni culture de pouvoir exécutif, et sa réforme est une nécessité. La carence en économistes et en pensée prospective et pluraliste, le travail en silos, le manque de collégialité sont autant de handicaps à dépasser. Le Parlement européen produit des règles et des normes, c'est un co-législateur, mais pas un exécutif. Il pourrait jouer un rôle important de dialogue et de contrôle démocratique, à condition d'établir une forte coopération avec les parlements nationaux et une capacité de consultation des acteurs économiques et sociaux.

<sup>12</sup> Cf. Le Livre Vert sur « le financement à long terme de l'économie européenne », sorti le 25 mars 2013

<sup>13</sup> Cf le livre de Philippe Herzog « Europe, réveille toi » à paraître le 3 octobre 2013



Je ne crois pas qu'on pourra accroître la légitimité de ces institutions seulement par l'instauration du choix du président de la Commission par le Parlement européen. Le Traité de Lisbonne en a décidé, ce sera mis en place lors des élections de 2014. Les candidats au poste de président devront formuler des programmes, ce qui favorisera une campagne plus active. Mais cela ne suffira pas. Il faut que les sociétés participent à l'élaboration des projets dans un dialogue permanent avec les institutions qui seront alors mandatées pour organiser leur mise en œuvre. Il faut dépasser la méthode Monnet : l'engrenage fonctionnaliste par lequel les institutions empiètent des normes et des objectifs communs sans que les citoyens ne participent autrement que par des élections périodiques et par délégation, est devenu inefficace, voire pervers.

C'est à l'intérieur de chaque Etat-nation que doit se construire la participation pour qu'ensuite elle se noue « à Bruxelles ». Or l'Etat fait écran, singulièrement en France, où la politique européenne est réservée au sommet de l'Etat, entouré de ses experts et ses diplomates, loin du corps de la société. Dans une mission au gouvernement de 1998, Philippe Herzog avait proposé des réformes et des outils pour organiser la participation des Français à la vie de l'Union dans chaque cité, entreprise, université ; et pour leur permettre d'aller à la rencontre des autres Européens pour avec eux partager des projets : l'éducation décroisée, l'information plurielle, la capacité d'expression et de consultation, la coopération dans des réseaux transfrontières.

Des expériences multiples émergent entre les acteurs de la société civile, dans les entreprises, les régions qu'il faut encourager. Comme le rappelle Bahadir Kalegasi<sup>14</sup>, les organisations de la société civile turque sont présentes au sein des plateformes civiques et sociales, des réseaux universitaires et industriels européens, ce qui renforce le processus d'intégration de la Turquie, et ce « malgré les évolutions politiques actuelles et les multiples facteurs qui affectent encore les négociations d'adhésion en cours avec l'Union européenne ».

### **Renforcer le processus d'intégration et créer un « nouvel Occident »**

La Turquie ne renonce pas à son adhésion et l'Europe ne doit pas renoncer à son élargissement à la Turquie. Aujourd'hui, le processus est encore bloqué essentiellement par la France<sup>15</sup> et par Chypre, et les citoyens turcs ne bénéficient toujours pas de visas. Il est urgent de lever les obstacles pour mobiliser une société turque qui se lasse et risque de se détourner de l'Union européenne. La France et l'Allemagne déclarent vouloir réchauffer les relations avec Ankara, tant mieux. De son côté, la Turquie devra apaiser un climat social conflictuel, renforcer la démocratie, et retrouver la confiance des Européens. Mais ne soyons pas dupes, avec ses 75,6 millions d'habitants (et un taux de croissance de sa population de 1,2% par an), la Turquie aurait une place de choix dans les institutions, et c'est ce qui inquiète la France et l'Allemagne. La Turquie veut pouvoir jouer tout son rôle sur le grand marché et dans ses institutions, elle a raison. La transition vers cette adhésion – à 2030 ? – pourrait se jouer dans des coopérations renforcées, comme nous l'avons vu dans l'énergie, et aussi dans des accords pour que les citoyens turcs puissent vivre et travailler partout dans l'Union (Kemal Dervis propose de rester en dehors de la zone Schengen et envisage

<sup>14</sup> Cf. son article « L'avenir flou de l'Europe, les choix clairs de la Turquie » dans *Confrontations Europe*, dans *Confrontations Europe, La Revue*, N° 100- janvier-mars 2013.

<sup>15</sup> Quatre chapitres font toujours l'objet d'un veto français : le développement rural et l'agriculture, la politique économique et monétaire, le budget européen et la représentation de la Turquie dans les institutions européennes. La France et l'Allemagne viennent de lever leur veto sur le chapitre de la politique régionale.

un indicateur pour la liberté de travailler)... Mais c'est sans doute dans les relations régionales et extérieures que la Turquie, devenue une grande puissance régionale entre Europe et Moyen Orient et l'Asie centrale, pourrait jouer un rôle essentiel pour notre avenir commun, en favorisant le dialogue culturel nécessaire et urgent entre nos cultures et civilisations.

En rapprochant les peuples qui composent l'Europe, on peut et on doit reconstruire les institutions communautaires et inventer une Union politique originale. Elle sera partagée par des Etats volontaires pour l'intégration budgétaire, bancaire et industrielle : la viabilité de l'euro, et par delà, celle du marché intérieur et de toute l'Union en dépend. Cette eurozone devra se doter de dimensions fédérales et d'un gouvernement économique dans une Union à 28 et plus restera une confédération où le partage des politiques de marché et des fonctions collectives sera plus limité mais néanmoins important. Au-delà, d'autres Etats pourront s'associer à l'Union avec une perspective d'adhésion à plus long terme. L'adhésion de la Turquie contribuera à cet avenir commun, et à la réalisation d'un « nouvel Occident » pour citer encore Bahadır Kaleagasi. Le développement de la Turquie, et avec lui l'émergence d'une classe moyenne, favorise l'aspiration à une démocratie toujours plus vivante. Espérons que cette aspiration -qui s'est manifestée dans les rues- puisse se bâtir dans des relations plus positives et débouche sur un renouveau gouvernemental. La Turquie et son peuple revendiquent leur place dans les institutions européennes : c'est sain et légitime. Ensemble, engageons-nous pour que celles-ci s'ouvrent et changent dans la perspective de bâtir une union solidaire et ouverte sur le monde.

#### *A propos de l'auteur:*

Institutrice de formation, et diplômée de l'Ecole doctorale de Sciences politiques de la Sorbonne, **Claude Fischer** est présidente de Confrontations Europe depuis 2009. Elle a participé à sa création en 1992 avec Philippe Herzog et Michel Rocard, avec l'ambition de rassembler des acteurs d'horizons divers, de sensibilités différentes et de plusieurs pays d'Europe, et de "former société en Europe". Aujourd'hui, Confrontations Europe est devenu un réseau européen de 30 000 membres, un think tank reconnu pour la qualité de ses travaux, un lobby d'intérêt général, apprécié des institutions. Confrontations Europe, La Revue est diffusée à 30 000 exemplaires. [www.confrontations.org](http://www.confrontations.org)

#### *A propos de l'Institut du Bosphore :*

Pensé comme un espace d'échanges et de débat permanent, libre et objectif, l'Institut du Bosphore aborde des sujets géopolitiques, économiques, sociétaux et culturels afin de souligner l'implication de la Turquie dans la collectivité mondiale, et en particulier dans sa proximité avec l'Union européenne et la France.

Véritable trait d'union entre les opinions publiques françaises et turques, l'Institut du Bosphore ambitionne de faciliter la réflexion en commun des Français et des Turcs sur l'Europe et le monde actuel.

Dirigé par un Comité exécutif, l'Institut du Bosphore est une organisation indépendante, animée par un Comité scientifique franco-turc rassemblant des personnalités turques et françaises du plus haut niveau et issues d'horizons divers - hommes politiques, entrepreneurs, économistes, experts et intellectuels.

Mécène Principal *Main Supporter*



**redefining** / standards

Mécènes Institutionnels *Institutional Supporters*



BOYNER HOLDING



L'ORÉAL



33 rue Galilée  
75116 Paris

Tel.: +33 1 44 43 52 54  
Fax: +33 1 47 23 68 14

[info@institut-bosphore.org](mailto:info@institut-bosphore.org)